

Balkans

- La Macédoine ne s'est toujours pas dotée d'un gouvernement depuis les élections de décembre dernier.
- Les représentants européens défilent à Skopje, mais leur pouvoir d'influence est limité.
- Une presse muselée est l'un des signes du déficit de démocratie dans le pays.

Dossier réalisé par Maria Udrescu, à Skopje

Face à la crise macédonienne, l'Europe retient son souffle

Je suis ici parce que je veux garder le droit d'être macédonien. Parce que je veux empêcher mon pays d'être détruit pour former une Grande Albanie". Bobar ne cligne pas des yeux en prononçant ces paroles, imperturbable malgré le vacarme des tambours et vivuzelas qui règne en ce mardi 4 avril devant le gouvernement macédonien. Sur ses épaules, il porte l'ancien drapeau national, arborant le soleil de Vergina, dont la Macédoine a dû se séparer en 1995 pour apaiser les tensions avec Athènes autour de ce symbole d'Alexandre le Grand. Une manière pour ce jeune homme de pointer les compromis que son pays a déjà dû faire dans sa quête d'identité, sous la pression d'acteurs extérieurs. Pas question donc d'en faire un de plus. Aux côtés de quelques milliers de Macédoniens, il manifeste chaque jour, depuis plus d'un mois, pour exiger de nouvelles élections et soutenir le président conservateur Gjorge Ivanov dans son refus de laisser l'opposition sociale-démocrate former un gouvernement avec les partis de la minorité albanaise, qui exigent des droits plus étendus. *"Il faut résister. Qu'importe les pressions de l'Union européenne. Je ne veux plus que la Macédoine en fasse partie"*, lance Bobar, qui ne cache pas son admiration pour la présidente du Front National, Marine Le Pen.

Des pressions inefficaces

La veille, le président du Conseil européen Donald Tusk rencontrait le chef d'Etat macédonien pour le pousser à accepter la nouvelle majorité issue des élections législatives de décembre dernier.

Il est difficile de préserver le rêve européen dans un pays dont les perspectives d'adhésion se font de plus en plus minces.

"Cette crise qui perdure empêche votre pays d'avancer sur la voie euro-atlantique que vous avez choisie", a-t-il déclaré. En vain. Avant lui, la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, et le commissaire à l'élargissement Johannes Hahn, ont également vu leur visite se solder par un échec, les nationalistes du VMRO-DPMNE refusant de mettre fin à leurs onze années de pouvoir ferme, voire autoritaire, sous prétexte de vouloir protéger le pays de la *"menace séparatiste"*. Le défilé des représentants européens à Skopje, comme les appels de l'Otan et de Washington à accepter une transition de pouvoir, n'a eu d'autre effet que de mettre en lumière l'influence limitée des pressions occidentales.

La déclaration de Tirana, pomme de la discorde

Certes, en juin 2015, l'UE avait joué le rôle de médiateur dans l'accord de Przino, conclu entre la droite et l'opposition social-démocrate pour mettre fin à une crise interminable provoquée par la révélation d'un système d'écoutes illégales orchestré par le Premier ministre Nikola Gruevski. *"Les élections anticipées prévues dans cet accord devaient être un nouveau départ pour nos relations et pour le pays"*, explique Lukas Holub, membre de la délégation européenne en Macédoine, responsable des questions politiques et judiciaires. Il n'en sera rien. Le scrutin de décembre a donné le VMRO-DPMNE et les sociaux-démocrates au coude à coude, renvoyant la balle dans le camp des partis de la minorité albanaise. Tirana a

donc sauté sur l'occasion pour mettre ces derniers autour d'une table et dresser une liste commune de revendications, comme celle de faire de l'albanais la deuxième langue officielle de la Macédoine. Une stratégie qui a mis le feu aux poudres dans un pays marqué par les affrontements interethniques de 2001.

"Cette déclaration commune n'a rien de nouveau par rapport aux demandes portées depuis longtemps par les partis albanais (dont l'un forme d'ailleurs

l'actuelle coalition avec les conservateurs, Ndlr). Mais qu'ils se réunissent à Tirana pour la développer n'a pas aidé, clairement. Pour le VMRO, qui a essayé puis échoué à rallier le soutien des partis albanais, c'est un outil idéal pour mobiliser la population et attiser les tensions interethniques", regrette une source européenne. Mardi dernier, la Macédoine a de nouveau dénoncé "l'ingérence ouverte" de l'Albanie sur la scène politique nationale. Pendant que la Russie accusait ouvertement l'UE et l'Otan d'être à l'origine de la crise macédonienne et de soutenir la création d'une "Grande Albanie".

Prévenir un désamour de l'Europe

"C'est de cette idée que sont nés les relents anti-européens que l'on observe aujourd'hui" au sein de la droite, regrette un diplomate européen. Pas de quoi miner le large soutien (entre 60 et 70 %) des Macédoniens à l'adhésion de leur pays au club des Vingt-huit, nous rassure-t-on. Il n'empêche que l'UE met les bouchées doubles pour tuer dans l'œuf tout basculement eurosceptique. Depuis janvier, la campagne "EU for you" met en avant les projets financés par l'Union qui améliorent le quotidien des citoyens. Elle sera suivie en été, de la campagne "Investing in you", axée sur l'aide européenne à l'éducation, et, en septembre, par une promotion du soutien de l'UE à l'économie nationale. Au total, près de 90 millions d'euros sont injectés annuellement en Macédoine.

Difficile pourtant de préserver le rêve européen dans un pays dont les perspectives d'adhésion se font de plus en plus minces. En cause d'abord, la régression de la démocratie et de l'Etat de droit face aux dérives autoritaires du gouvernement nationaliste (lire ci-contre). Dans son dernier rapport, la Commission a qualifié la Macédoine d'"Etat captif" pour pointer l'emprise du parti au pouvoir sur les institutions. "Mais les

politiciens macédoniens prennent des leçons d'autoritarisme du leader hongrois Viktor Orban, leur partenaire européen favori. Et ils ne le voient pas subir de conséquences de la part l'Union pour son comportement antidémocratique", souligne Aleksandar Krzalovski, directeur du Macedonian Center for International Cooperation.

Aussi, l'opposition d'Athènes à ce que sa voisine utilise un nom jugé "historiquement grec" constitue la principale pierre d'achoppement à l'admission de la Macédoine à l'UE et l'Otan.

L'Union privée de la "carotte" de l'élargissement

Surtout, l'Union, qui peine déjà à resserrer les rangs parmi ses Etats membres, n'a plus l'appétit de l'élargissement. En 2014, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker annonçait que l'Union n'accueillerait pas de nouveaux membres avant 2020. Et les multiples crises qui frappent les Vingt-huit ont fini par détourner leur regard de cette région, si ce n'est pour y trouver des partenaires dans la gestion du flux migratoire. Une indifférence qui peut coûter cher aujourd'hui, alors que le populisme et la rhétorique russe remplissent doucement le vide laissé par une Union européenne absente.

"D'une part, on a une fatigue des citoyens européens à l'idée d'accueillir de nouveaux Etats membres. D'autre part il y a une fatigue des pays des Balkans à l'égard de l'intégration européenne", observe une source européenne. Privée de la "carotte" de l'élargissement, l'Union – qui ne se montre pas encore prête à sortir le bâton des sanctions – peut difficilement guider les deux parties vers la réconciliation et désamorcer la bombe à retardement de cette crise macédonienne.

“La Macédoine n'est pas un pays libre”

“Le gouvernement a créé une atmosphère d'insécurité pour les journalistes.”

Naser Selmani

Président de l'Association
des Journalistes de Macédoine

Le climat défavorable à une presse indépendante constitue un obstacle majeur à la démocratisation de la Macédoine”, statuait l'organisation “Freedom House” dans son rapport sur les pays en transition, publié le 4 avril 2017. Le verdict pour la Macédoine – comme pour la Russie et la Biélorussie – est donc sans appel : “Etat de la presse : non libre”. Naser Selmani, président de l'Association des Journalistes, se confronte à cette réalité au quotidien et dénonce sans répit les dérives du pouvoir. Nous l'avons rencontré.

Mi-mars, deux journalistes ont été attaqués lors des manifestations en soutien au président Gjorge Ivanov. La population se montre-t-elle hostile à l'égard de la presse ?

Malheureusement, les Macédoniens ne comprennent pas le rôle des médias dans la société. Depuis que le pays est devenu indépendant en 1991, nous n'avons pas réussi à créer des médias indépendants et professionnels. Parce qu'il n'y a pas un environnement sûr et favorable à cela. Le parti au pouvoir a créé une atmosphère de peur et d'insécurité pour les journalistes. Depuis quatre ans, nous avons enregistré plus de 40 attaques contre les journalistes, mais aucune plainte n'a abouti. Aucune. La justice, au lieu de poursuivre les attaquants, les protège. Et le gouvernement n'utilise pas uniquement la force, mais aussi des fonds publics pour corrompre les médias. En effet, le gouvernement est le plus grand annonceur. Le plus grand succès de ce régime autoritaire est d'avoir réussi à instrumentaliser les médias, à les transformer en un outil de propagande.

Il n'y a donc pas, selon vous, de liberté de la presse en Macédoine ?

Non. La Macédoine n'est pas un pays libre. Nous n'avons pas réussi à nous débarrasser de la mentalité communiste. Et ce, à cause d'un manque de volonté politique. En plus, en Macédoine, la situation est d'autant plus complexe que nous avons des ethnies et des religions différentes. Les politiciens utilisent ces divisions pour manipuler les gens. Quand un scandale sur la corruption de la classe politique éclate, ils créent des tensions interethniques fictives. Tant pis si cela est dangereux.

Quel rôle jouent les médias dans les relations interethniques ?

Très négatif. Dès que les partis politiques veulent augmenter les tensions, les médias sont des catalyseurs du conflit. Car le paysage médiatique, en plus d'être divisé par partis politiques, est aussi divisé par ethnies. Les médias macédoniens favorisent la vision des Macédoniens, même chose pour les médias albanais. C'est une manipulation de la réalité.

Vous êtes malgré tout une voix très critique du gouvernement. A quoi ressemble votre vie dans un tel contexte ?

C'est comme dans n'importe quel régime autoritaire. D'abord, ils vous mettent sur une liste de personnes qui doivent être surveillées et persécutées. Ensuite, ils commencent par essayer de vous corrompre. Puis, ils procèdent à une intimidation de plus en plus forte et finissent par vous menacer de prison ou de mort. Ou à s'en prendre à votre famille. Là, c'est à toi de décider si tu vas fermer ta bouche ou rester fidèle à ta cause. Beaucoup me disent que je devrais être plus raisonnable, mais je ne pense pas que c'est en restant “raisonnable” qu'on va changer les choses. J'ai des enfants et je n'ai pas envie qu'ils grandissent dans un pays qui n'est pas libre. Je veux croire qu'en Macédoine, nous avons une masse de citoyens prêts à œuvrer pour le changement et le futur du pays. Un futur qui est dans l'UE, basé sur des valeurs européennes, les droits de l'homme, la liberté d'expression, la liberté de la presse.